

CAUE

***Association régie par la Loi
du 1er Juillet 1901***

2, Place Hoche 24000 PERIGUEUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association CAUE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « CAUE » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-50 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note n°15 « Engagements » de l'annexe précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, à revoir les calculs effectués et à vérifier que la note n°15 « Engagements » de l'annexe des comptes fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Champcevinel,
Le 03 juin 2024

**La société de Commissariat aux Comptes
« IN EXTENSO DORDOGNE »**

Représentée par Laëtitia CHAMBORD
Commissaire aux Comptes

Exercice du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

Bilan Actif

		31/12/2023			Euros
		Brut	Amort. & Prov.	Net	31/12/2022
					Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Concession, brevets, licences, logiciels, droit & val. similaire		26 220	26 141	79	79
Avances & acomptes					
Immobilisations corporelles					
Constructions		6 976	6 976	-	-
Autres immobilisations corporelles		79 385	76 437	2 949	9 257
Avances & acomptes					
TOTAL	I	112 581	109 554	3 028	9 336
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Produits intermédiaires et finis		-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes		-	-	-	-
Créances d'exploitation					
Clients et comptes rattachés		139 200		139 200	81 576
Autres créances		35 946		35 946	75 745
Valeur mobilière de placement		11 658		11 658	11 383
Disponibilités		347 168		347 168	442 724
Charges constatées d'avance		5 611		5 611	5 841
TOTAL	II	539 583		539 583	617 269
TOTAL GENERAL	(I + II)	652 164	109 554	542 610	626 606

Bilan Passif

		Euros	
		31/12/2023	31/12/2022
		Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres			
Autres réserves		30 490	30 490
Report à nouveau		259 085	147 534
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)		31 714	111 551
TOTAL	I	257 861	289 575
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour charges		50 505	45 738
TOTAL	II	50 505	45 738
FONDS DEDIES			
Sur subventions de fonctionnement		-	-
TOTAL	II	-	-
DETTES (1)			
Dettes fournisseurs & comptes rattachés		17 536	26 288
Dettes fiscales & sociales		202 289	195 221
Autres dettes		-	-
Produits constatés d'avance		14 420	69 784
TOTAL	III	234 245	291 293
TOTAL GENERAL	(I + II + III)	542 610	626 606

Compte de Résultat

		Euros	
		31/12/2023	31/12/2022
		TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Prestations de services		44 159	57 496
Concours Publics		624 300	674 300
Subventions de fonctionnement		272 760	322 104
Autres produits de gestion courante		690	-
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		19 027	37 674
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	I	960 936	1 091 574
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variation de stock (matières premières et autres appro)		-	574
Autres achats et charges externes (1)		86 391	94 849
Impôts, taxes et versement assimilés		52 565	46 430
Salaires et traitements		595 529	600 449
Charges sociales		239 501	246 702
Autres charges de personnel		4 490	8 262
Dotations aux amortissements sur immobilisations		6 309	7 554
Dotations aux provisions pour risques et charges		4 767	-
Autres charges		4 414	740
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	II	993 964	1 005 560
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	III = (I - II)	- 33 029	86 014
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		4 247	1 520
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	IV	4 247	1 520
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		-	-
Charges sur cession valeurs mobilières de placement		-	-
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	V	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER	VI = (IV - V)	4 247	1 520
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	VII = (III + VI)	- 28 782	87 534
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		290	34 980
Sur opérations en capital		-	-
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	VIII	290	34 980
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		3 221	10 965
Sur opérations en capital		-	-
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	IX	3 221	10 965
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	X = (VIII - IX)	2 931	24 015
Total des produits	(I + IV + VIII)	965 473	1 128 074
Total des charges	(II + V + IX)	997 187	1 016 523
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE DE GESTION		31 714	111 551
In Extenso Dordogne SAS Experts Comptables Commissaires aux Comptes 119, avenue Georges Pompidou 24750 CHAMPCEVINEL Tél. 05 53 35 99 99 Mail : perigueux@inextenso.fr			
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		-	-
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		-	-
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		31 714	111 551

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

SOMMAIRE

Renseignements d'ordre général

1. Modes et méthodes d'évaluation
2. Changement de méthode

Renseignements concernant uniquement des rubriques du Bilan Actif

3. Faits caractéristiques de l'exercice
4. Informations complémentaires aux états financiers
5. Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice
6. Immobilisations incorporelles et corporelles
7. Méthodes de calcul des amortissements et des provisions
8. Eléments fongibles de l'actif circulant
9. Charges constatées d'avance - Produits à recevoir sur créances
10. Fonds dédiés sur subventions attribuées

Renseignements concernant uniquement des rubriques du Bilan Passif

11. Dettes garanties par des sûretés réelles
12. Produits constatés d'avance - Charges à payer sur dettes

Renseignements concernant uniquement des rubriques de Charges

13. Mise à disposition - Bénévolat

Renseignements concernant uniquement des rubriques de Produits

14. Contribution volontaire en nature

Renseignements concernant uniquement des Engagements

15. Engagements

Autres renseignements

16. Rémunérations et avantages en nature des 3 plus hauts cadres dirigeants
17. Effectif moyen

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Renseignements d'ordre général

Le CAUE est un organisme d'information, de formation et de conseil du public dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement, institué par la loi sur l'architecture du 4 janvier 1977. Le CAUE de la Dordogne a été créé en septembre 1978 à l'initiative du Conseil Départemental.

Le CAUE joue pleinement son rôle de conseil aux particuliers et accompagne les collectivités locales sur le champ de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire en complémentarité de l'Agence Technique Départementale. Le CAUE offre donc un lieu parapublic où l'activité de conseil se distingue de celle de contrôle. C'est un lieu d'animation, de débats et de sensibilisation sur les thèmes de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement, du paysage et du développement durable.

Soutenu par le Conseil Départemental de la Dordogne, le CAUE conserve aussi des liens avec les services de l'Etat, le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine via l'URCAUE Nouvelle-Aquitaine, et développe des partenariats sur des sujets d'actualité.

En outre, le CAUE de la Dordogne présente la particularité d'héberger un Espace Conseil France Rénov'. Depuis 2007, le conseil énergétique gratuit amène une plus-value incontestable aux particuliers dans leur projet de construction ou de rénovation.

1. Modes et méthodes d'évaluation

(Art. 24.1 du décret et point 0-partiel- de l'arrêté)

A - Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de **542 626 Euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de **31 714 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

B - Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en Euros courants.

2. Changement de méthode

(cf.art.24.3 du décret et point 0- de l'arrêté)

Conformément au règlement ANC 2018-06, les subventions suivantes ont été classées en compte 73 « concours publics » :

- Subvention du département - Budget de fonctionnement
- Subvention du département - PVD+ORT (ANCT)

In Extenso Dordogne SAS
Experts Comptables Commissaires aux Comptes
119, avenue Georges Pompidou
24750 CHAMPCEVINEL
Tél. 05 53 35 99 99
Mail : perigueux@inextenso.fr

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

3. Faits marquants de l'exercice :

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenu au cours de l'exercice.

***Renseignements concernant uniquement
des rubriques du Bilan Actif***

4. Informations complémentaires aux états financiers

Explication des états financiers, se reporter au chapitre « renseignements concernant uniquement des rubriques du bilan actif » paragraphe 9.

5. Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus depuis la clôture de l'exercice

6. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif. Les immobilisations sont évaluées à leur d'acquisition, déduction faite des remises, rabais, escomptes.

- Logiciel : 1 an
- Constructions aménagement : 10 ans
- Matériel de transport : 3 ans
- Matériel du bureau et informatique : 3 à 5 ans,
- Mobilier : 10 ans

7. Méthodes de calcul des amortissements et des provisions

(cf Art 24.2 du décret et points 3 et a de l'arrêté)

A - Amortissements

Les éléments d'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens. Les modes linéaires ou dégressifs utilisés correspondent à un amortissement économique.

Dans le cadre des nouvelles règles sur les actifs, l'association n'a identifié aucun bien décomposable. Des immobilisations déjà totalement amorties ont été mise au rebus au cours de l'exercice

B – Provisions

Quatre provisions ont été comptabilisées au cours de l'exercice :

- Provision pour congés payer
- Provision RTT
- Provision CET

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

8. Eléments fongibles de l'actif circulant

(cf Art 24.10 du décret et point 12 de l'arrêté)

Ces éléments sont évalués au bilan à leur valeur d'entrée. La comparaison avec la valeur actuelle déterminée par référence à un prix de marché n'est pas significative.

9. Charges constatées d'avance - Produits à recevoir sur créances

(cf Art 23 du décret et point 14 –partiel- de l'arrêté)

A - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à la somme de **5 611 €uros** et correspondent à des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

B - Produits à recevoir sur créances

Les produits à recevoir comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à la somme de **34 926 €uros** dont des subventions à percevoir pour un montant de **22 807 €uros**.

**Renseignements concernant uniquement
des rubriques du Bilan Passif**

10. Fonds dédiés sur subventions attribuées

Subvention totale de l'exercice : **0 €uros**

Dépenses à engager, réalisées au cours de l'exercice : **0 €uros**

Engagements à réaliser sur exercices à venir : **0 €uros**

Fonds dédiés à la clôture de l'exercice : **0 €uros**

11. Dettes garanties par des sûretés réelles

(cf Art 24.8 du décret et point 8 de l'arrêté)

Aucune dette de l'association n'est garantie par des sûretés réelles (hypothèque, gage, nantissement, etc...).

12. Produits constatés d'avance et Charges à payer sur dettes

(cf Art 23 du décret et point 14 –partiel- de l'arrêté)

A - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à la somme de **14 420 €uros** et correspondent à des produits ou prestations pas encore fournis à la date d'arrêté des comptes.

B - Charges à payer sur dettes

Les charges à payer sur dettes comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à la somme de **164 264 €uros**.
Le détail de ce poste figure dans un tableau annexé au présent document.

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Renseignements concernant uniquement des rubriques de charges

13. Mise à disposition - bénévolat

(cf Art – alinéa 5 du décret)

Les mises à disposition de personnel sont comptabilisées pour un montant de **0 Euros** sur l'exercice.

14. Contribution volontaire en nature

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite des locaux par le Département, qui ne fait l'objet d'aucune valorisation dans nos comptes

Renseignements concernant uniquement des rubriques de produits

15. Engagements

(cf Art 24.16 du décret et point 28 –partiel- de l'arrêté)

Une provision pour indemnité de départ à la retraite due aux salariés lors de leur départ effectif a fait l'objet d'une provision à la clôture de l'exercice à hauteur de **50 505 Euros**.

Elle correspond aux droits acquis par les salariés jusqu'au **31.12.2023**

Cette provision permet de donner une image fidèle de la situation financière de l'association, compte tenu de l'âge moyen du personnel. Le calcul de cette provision ne tient pas compte des charges sociales et de l'évolution des salaires.

Elle a été comptabilisée selon la méthode préférentielle. Son évaluation a été faite aux conditions de départ de la Convention Collective des CAUE, et comme hypothèse un départ à la retraite à 65 ans à l'initiative du salarié. Le taux d'actualisation retenue au 31 décembre 2023 est de 3.10 %.

Autres renseignements

16. Rémunérations et avantages en nature des 3 plus hauts cadres dirigeants

Conformément aux informations demandées par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, cette information n'est pas mentionnée dans ce document car une seule personne, entre dans ce dispositif. La communication de cette information entraînerait la divulgation d'une information personnelle.

17. Effectif moyen

L'effectif moyen sur l'année est de 14.80

In Extenso Dordogne SAS
Experts Comptables Commissaires aux Comptes
119, avenue Georges Pompidou
24750 CHAMPCEVINEL
Tél. 05 53 35 99 99
Mail : perigueux@inextenso.fr

Exercice du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

Etat des dettes

Euros

	<i>Montant brut</i>	<i>Échéances à moins d'1 an</i>	<i>Échéances à plus d'1 an</i>	<i>Échéances à plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles	0,00			
Autres emprunts obligataires	0,00			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,00			
Emprunts et dettes financières divers	0,00			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0,00			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 532,00	17 532,00		
Dettes fiscales et sociales	202 288,90	202 288,90		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00			
Autres dettes	0,00			
Produits constatés d'avance	14 420,00	14 420,00		
Total	234 240,90	234 240,90	0,00	0,00

Exercice du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

Etat des créances

Euros

	Montant brut	Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	139 200,00	139 200,00	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	850,00	850,00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	655,25	655,25	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	34 490,66	34 490,66	
Confédération, fédération, union, associations assimilés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	5 611,29	5 611,29	
Total	180 807,20	180 807,20	0,00

Exercice du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

Etat des provisions et dépréciations

		Montant brut début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
Total I		-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques	- litiges					
	- amendes et pénalités					
	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres					
Provisions pour charges sur legs et donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		45 738	4 767		-	50 505
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
Total II		45 738	4 767	-	-	50 505
Provisions pour dépréciations						
Immobilisations	- incorporelles					
	- corporelles					
	- sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- titres mis en équivalence					
	- titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						-
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III		-	-	-	-	-
Total (I+II+III)		45 738	4 767	-	-	50 505

